



Obama signe son dernier budget du Pentagone: Un héritage de guerre et de réaction

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 02 janvier 2017

[wsws.org](#) 30 décembre 2016

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Le président Barack Obama a signé le 23 décembre sa septième et dernière loi de financement du Pentagone, qui prévoit 619 milliards de dollars pour élargir la violence meurtrière de la machine de guerre américaine. L'armée américaine dépense plus que les sept autres pays qui font les plus gros efforts militaires réunis. Elle mène actuellement des combats dans au moins sept pays différents, tout en maintenant environ 800 bases à l'étranger à travers le monde.

On a annoncé la signature de la loi vendredi après-midi avant un long week-end de Noël, un créneau horaire bien connu, afin de publier sans bruit des décisions que les dirigeants veulent cacher à la population. Une fois de plus, derrière le dos du peuple américain, l'impérialisme américain prépare une nouvelle escalade militariste.

La Loi sur l'autorisation de la défense nationale (NDAA), le nom de la législation sur le budget du Pentagone, fait plus de 3 000 pages. On peut dire en toute sécurité que peu, voire aucun, des députés de la Chambre ni du Sénat qui l'ont approuvée (à 92-7 au Sénat) ont lu le projet de loi avant de voter.

Pourtant, dans ses pages remplis du langage austère des programmes militaires et des contrats juteux pour de nouvelles armes, on découvre une clé de l'héritage politique véritable de Barack Obama, dont la présidence prend fin d'ici à peine trois semaines.

Il y a huit ans, Obama a été remporté l'élection grâce à une vague de sentiment anti-guerre. De larges couches de la population espéraient, à tort, que le premier président américain noir, qui promettait « un changement crédible », mettrait fin aux guerres et aux crimes du gouvernement Bush.

Après à peine neuf mois au pouvoir, il a reçu le prix Nobel de la paix pour sa «vision» d'un monde sans armes nucléaires, et pour avoir «attiré l'attention du monde et donné à sa population l'espoir d'un avenir meilleur».

Alors même qu'on annonçait son prix Nobel, Obama réunissait son conseil de guerre pour planifier une escalade majeure en Afghanistan. Il développait la politique emblématique de sa présidence : les assassinats par drone qui ont tué des milliers de personnes sur une région allant de l'Afghanistan et du Pakistan jusqu'en Somalie. Il préparait aussi un programme de modernisation des armes nucléaires de mille milliards de dollars.

Le candidat de la « paix » et du « changement » quitte le pouvoir avec la déplorable

distinction d'être le premier président américain à avoir fait la guerre sans arrêt pendant deux mandats de quatre ans. Il a continué la prétendue «guerre contre le terrorisme» lancée par son prédécesseur, George W. Bush, au prix de plus d'un million de vies en Irak et en Afghanistan, et lancé des guerres sous le prétexte cynique des «droits de l'homme » en Libye et en Syrie, qui ont fait des centaines de milliers de morts et des dizaines de millions de réfugiés.

La loi signée vendredi dernier fournit les ressources nécessaires à la poursuite ininterrompue de cette éruption militariste, afin d'établir l'hégémonie mondiale des États-Unis.

Les grandes lignes de la NDAA ont été précédemment rapportées. Outre le budget de base du Pentagone, il affecte 67 milliards de dollars aux opérations d'urgence d'outre-mer (OCO), une caisse noire qui sert à financer les guerres à l'étranger ainsi que des augmentations budgétaires aux dépenses militaires. Des crédits supplémentaires sont prévus pour les armes nucléaires.

La version finale de la législation dévoile des dispositions qui étaient secrètes jusqu'alors, et qui donnent à l'Administration Trump, lors de son entrée en fonctions, les ressources pour poursuivre et intensifier les confrontations militaires lancées par Obama.

La loi facilite la «fourniture de systèmes de défense aérienne portables à l'opposition syrienne approuvée au cours de l'exercice 2017». Comme on le sait, les armes fournies par la CIA et le Pentagone aux «rebelles modérés» ont invariablement fini aux mains de milices liées à Al-Qaïda, qui constituent la principale force de combat dans la guerre orchestrée par les États-Unis en Syrie. Ces missiles antiaériens pourraient servir non seulement à abattre des avions de guerre russes, mais aussi des avions civils.

Une autre partie de la loi vise directement Moscou : c'est une augmentation importante de l'aide militaire au gouvernement de droite anti-russe en Ukraine, y compris pour de l'équipement militaire « létal ».

Bill Van Auken

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Bill Van Auken, wsws.org, 2017

Articles Par : Bill Van Auken

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca